ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

@apses.bsky.social AssoProfSES WWW.APSES.ORG

Lille, le 12 novembre 2026

Communiqué de presse

Refus d'aménager le bac 2027 : le ministre déconnecté de la réalité

Le ministre de l'Éducation Nationale refuse de voir la réalité en face : des aménagements du baccalauréat sont indispensables pour tenir compte des semaines de mobilisation dans les lycées. L'enquête menée par l'APSES révèle que pour les trois quarts des enseignant·es de SES, la mobilisation lycéenne a eu une incidence significative sur les enseignements de terminale, avec des écarts importants dans les conditions de préparation au baccalauréat entre les lycées mobilisés et les autres. En refusant d'en tenir compte, le ministre fait le choix de l'aveuglement au détriment de l'égalité des chances entre les candidat·es. Sans une prise de responsabilité, le ministre jette les élèves et les professeur·es dans une course au programme néfaste pour les apprentissages et la préparation à l'enseignement supérieur.

Des niveaux d'avancement dans le programme très inégaux selon les lycées : nous ne ferons plus la course au bac

Dans l'enquête publiée par l'APSES, près de 7 collègues sur 10 se disent en retard dans le traitement du programme de terminale en raison de la mobilisation lycéenne. Entre le 28 septembre et le 17 octobre 2026, les collègues de SES enseignant dans des lycées mobilisés ont perdu en moyenne 2 semaines de cours avec leurs élèves de terminale et les situations sont très hétérogènes : 20% des collègues ont déclaré avoir même perdu plus de trois semaines ! Concrètement, cela se traduit par moins de chapitres traités, moins d'entraînements aux épreuves de baccalauréat et des élèves davantage laissé·es en autonomie pour réaliser seul·es, chez elles et eux, le travail scolaire.

Les résultats de notre enquête montrent sans conteste que les inégalités dans les conditions d'enseignement entre les lycéennes et lycéens sont déjà importantes et risquent de s'aggraver si le mouvement perdure. Or, le rôle de ministre de l'Éducation nationale n'est-il pas de garantir l'équité entre les élèves ? Comment imaginer que les élèves qui ont perdu près de vingt heures de cours dès les vacances d'automne puissent passer le même examen que celui initialement prévu ?

Réforme Blanquer, répression des mobilisations, aucun aménagement du bac 2027 : la triple peine pour les élèves

Dans un entretien accordé au *Parisien*, le ministre de l'Éducation nationale a été catégorique : « Je vais être très clair : je n'ai pas l'intention de toucher aux examens. On ne peut pas dire, d'un côté, qu'on veut un diplôme national, et de l'autre, qu'on peut l'aménager en fonction des situations de chacun ». Quelle ironie de la part d'Édouard Geffray, ancien directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO) et cheville ouvrière d'un bac Blanquer qui remet précisément en cause le caractère national du diplôme ! Ainsi, depuis 2019, 40 % de la note finale du baccalauréat correspond dorénavant à du contrôle continu, sur la base d'évaluations réalisées localement au sein de chaque établissement.

Comme seule réponse, le ministre propose d'organiser des rattrapages de cours. Non seulement aucun rattrapage des enseignements de spécialité n'est aujourd'hui possible dans l'organisation même du lycée Blanquer, mais surtout cette proposition ignore les contraintes qui pèsent sur les enseignant·es et les élèves : elles et ils ont vécu des semaines de mobilisations qui ont perturbé leur quotidien, voire des évènements potentiellement traumatisants du fait de la répression policière du mouvement. Les professeur·es et les élèves ne sont pas des machines. Pour toutes et tous, mobilisé·es ou non dans le mouvement, il faut laisser le temps d'endurer cette période. Nous vivons, d'ores et déjà, une année exceptionnelle, qui n'a jamais pu réellement commencer, et qui nécessite une réponse pédagogique adaptée. Comme après les confinements, il faut donc laisser du temps aux apprentissages et permettre aux élèves de raccrocher à leur rythme.

L'APSES, qui soutient les lycéens et lycéennes mobilisé·es déjà maltraité·es par la réforme Blanquer et Parcoursup et aujourd'hui réprimé·es pour leur mobilisation, refuse qu'elles et ils soient sanctionné·es par l'absence d'aménagement aux épreuves du baccalauréat 2027.

L'APSES demande donc que le ministre de l'Éducation Nationale revienne à la raison, prenne en compte les profondes inégalités de préparation au baccalauréat mises en évidence par l'enquête de l'APSES et engage un dialogue avec les associations disciplinaires et les organisations syndicales, pour réfléchir au(x) aménagement(s) possible(s) et indispensable(s) pour assurer l'égalité devant l'examen de nos lycéen·nes. Multiplication des sujets, suppression du Grand Oral pour se concentrer sur les écrits, allégement du programme d'examen : oui, des solutions existent !